

SOCIÉTÉS CONFRONTÉES À UNE CRISE GLOBALE : LES DROITS EN JEU !



Université d'automne
27 et 28 novembre 2021

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



TABLE DES MATIÈRES

BENJAMIN CORIAT	3
SOPHIE CROZIER.....	4
BERTRAND BADIE	6
BERNARD THIBAUT	7
LUCIEN CASTEX.....	8
AGNÈS CALLAMARD	9
MAMA SOW	11
FRANCESCA DOLCETTI	12
JOËLLE BORDET	13
CÉCILE DUFLOT.....	15
GÉRARD SALEM	20
GAËLLE KRIKORIAN	21
NICOLAS SOUVETON.....	23
RAFFAELLA BOLINI.....	25
GUS MASSIAH.....	27
LILA-BRUNE RÉMY.....	29
AUDE HADLEY	31

BENJAMIN CORIAT

Economiste, professeur émérite de l'université Sorbonne Paris-Nord

— BENJAMIN CORIAT

Benjamin Coriat est professeur émérite en sciences économiques à l'Université Sorbonne Paris-Nord. Cofondateur des *Economistes Atterrés*, il intervient à ce titre dans de nombreux médias. Il dirige le programme de recherche EnCommuns (encommuns.com).

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Pandémie, climat : le moment anthropocène

Quels enjeux ?

La présentation sera consacrée à introduire une réflexion sur ce qui peut être désigné comme le « *moment anthropocène* », en entendant par là le moment que nous traversons aujourd'hui, et qui à bien des égards est porteur d'enjeux renouvelés.

La question sera abordée sous trois angles complémentaires :

- Que dit le moment actuel sur ce qu'est l'anthropocène ?

Le propre du moment actuel est que l'anthropocène s'affirme non plus seulement comme à l'origine de dérèglements climatiques à des niveaux jamais connus, mais aussi comme porteur d'épidémies et de pandémies à répétition. Un changement majeur, en ce que l'anthropocène ne consiste plus en une menace lointaine (sécheresses, ouragans, fontes de glace...), mais en une force opérant hic et nunc, puissamment destructrice, perceptible par tous et par chacun.

- Que fait l'anthropocène à nos existences individuelles comme sociales, à notre liberté et à notre démocratie ?

Au-delà du seul confinement, l'anthropocène et la pandémie sont un moment de privations de liberté sans précédent. Un moment aussi de déni de démocratie jamais atteint. Pour ne retenir que cet exemple : les décisions essentielles sont prises en « *Conseil de Défense* », lui-même tenu au secret ! Au plan mondial l'arrivée des vaccins a déchainé une course, un « *nationalisme vaccinal* » indigne, qui met au grand jour, en l'absence de tout processus délibératif citoyen, un état des inégalités et des injustices portées à l'extrême, auquel on tâche de nous accoutumer. Contre le climat, on fait taire la Convention citoyenne et ses propositions, en faisant miroiter des solutions iniques et inconsistantes (marché des droits à polluer étendu, numérisation de l'agriculture...).

- Faire face : le commun et le bien commun comme perspective immédiate

Qu'il s'agisse de prévention, de lutte contre ce qui nourrit l'anthropocène, avec l'urgence de préserver nos grands biens communs naturels (pôles, mers, forêts...), ou qu'il s'agisse de reconstituer les solidarités essentielles qui seules permettront notre reproduction comme communautés humaines, plus que jamais le principe du commun est à l'ordre du jour. Bâtir ou rebâtir le commun comme instrument de reconstitution des cohésions et des libertés, tel est le message dernier que délivre le moment anthropocène dans lequel nous sommes entrés.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

- *La Pandémie, l'Anthropocène et le Bien Commun* (ed LLL, Paris), 2020
- *Le Bien Commun, le Climat et le Marché. Réponses à Jean Tirole* (ed LLL), 2021

SOPHIE CROZIER

Neurologue en CHU, co-animatrice du Collectif inter-hôpitaux et membre du Comité consultatif national d'éthique

— SOPHIE CROZIER

Sophie Crozier est médecin hospitalière, neurologue dans le service des urgences cérébro-vasculaires du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière depuis près de vingt ans.

Elle est docteure en éthique médicale depuis 2012, et son champ de recherche en éthique concerne, entre autres, la complexité des décisions médicales dans le contexte de handicaps graves et les questions éthiques posées par l'allocation des ressources rares (« triage »).

Elle est membre du Comité consultatif national d'éthique depuis 2016, co-rapporteuse de l'avis n°135 sur « *l'accès aux innovations thérapeutiques : enjeux éthiques* ».

Par ailleurs, elle coordonne la démarche éthique dans les hôpitaux de l'assistance publique-hôpitaux de Paris depuis 2017.

Enfin, elle est impliquée depuis longtemps dans la défense de l'hôpital public, de l'accès aux soins pour tous et toutes, et plus particulièrement depuis octobre 2019 où elle a participé à la fondation du Collectif inter-hôpitaux, collectif d'usagers et de personnels hospitaliers qui se mobilise pour que l'hôpital public puisse continuer à assurer ses missions de soins dans des conditions acceptables pour les patients et les personnels.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

La pandémie du Covid-19 a sollicité de façon majeure notre système de santé et plus particulièrement l'hôpital public. Fragilisé avant la crise par des plans d'économies successifs qui depuis plus de dix ans ont conduit à la fermeture de dizaines de milliers de lits, à un manque de personnels hospitaliers et à une perte de sens pour beaucoup de soignants, l'hôpital a résisté mais au prix de beaucoup d'efforts, d'abnégation et de souffrance.

Cette crise sanitaire sans précédent a profondément questionné les organisations hospitalières, les valeurs soignantes, les attentes des citoyens et a souligné, plus que jamais, les qualités et les limites de notre système de santé.

Comme toute crise, cette nouvelle pandémie a généré de nombreuses interrogations et inquiétudes, a imposé de nouvelles organisations et décisions qui elles-mêmes ont suscité de nombreuses questions éthiques.

L'urgence nous a conduit à pousser les murs de nos services hospitaliers, de nos villes, voire de notre pays, pour trouver des lits et des personnels notamment pour accueillir les patients les plus malades dans des unités de réanimation. Mais tout cela n'a été possible que par l'arrêt de la très grande majorité des activités non urgentes « hors Covid ». La priorité absolue a été la prise en charge de « patients Covid » des plus graves aux plus légers. Parer à l'urgence, gérer l'inconnu, décider vite. Suspendre le temps pour beaucoup de patients pouvait-il être sans conséquence ? Comment penser ces choix tragiques qu'impose la gestion d'une situation de catastrophe en limitant les pertes de chances des « oubliés de la crise », ces malades aiguës ou chroniques qui nécessitaient tout autant que les malades Covid d'être pris en charge ?

Il est difficile de dresser aujourd'hui un bilan de cette crise, encore en cours, dont on ne connaît toujours pas l'issue. Mais de nombreuses questions continuent de se poser et devraient être partagées non seulement avec les acteurs de terrain dans les hôpitaux (personnels et usagers) mais aussi avec nos tutelles. Les leçons de la crise sont essentielles pour ne pas répéter des erreurs, améliorer ce qui a été insuffisant et renforcer ce qui a permis de faire face à cette situation exceptionnelle. C'est important

pour « gérer » une éventuelle prochaine crise mais aussi pour penser ces questions d'allocations des ressources en santé, de priorisation dont les enjeux éthiques sont majeurs. C'est important enfin et surtout pour réfléchir ensemble aux mesures d'urgences à prendre pour préserver un hôpital public fort et solidaire, qui puisse continuer à assurer ses missions d'accès à des soins de qualité pour tous, dans des conditions acceptables pour les patients et les personnels.

— PUBLICATION RÉCENTE

- Sophie Crozier, *Stopper l'asphyxie de l'hôpital public*, *Droits et Liberté*, n°195, octobre 2021. URL : <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2021/10/HL195-Actualite-3.-Stopper-lasphyxie-de-lhopital-public.pdf>

BERTRAND BADIE

Politiste, professeur émérite à l'Institut d'études politiques (IEP)

— BERTRAND BADIE

Bertrand Badie est un politiste français spécialiste des relations internationales. Diplômé d'études supérieures de sciences politiques à Sciences Po Paris et de l'Institut des Langues Orientales. Docteur et agrégé en sciences politiques, il est professeur émérite des universités à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po). Il a été vice-président de l'association internationale de Science politique (2006-2009). Auteur de plusieurs ouvrages dont *Les Puissances mondialisées. Repenser la sécurité internationale*, *Inter-socialités. Le monde n'est plus géopolitique*, *L'Hégémonie contestée*, *Quand le Sud réinvente le monde*, *Nous ne sommes plus seuls au monde*, *Le Temps des humiliés*, *L'impuissance de la puissance*, *La fin des territoires*, il co-dirige la collection *L'état du monde* aux éditions La Découverte et l'International Encyclopedia of Political Science (Sage, Los Angeles).

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Les institutions internationales au défi de la sécurité globale

Avec la mondialisation, la sécurité s'apprécie de moins en moins en termes nationaux, mais de plus en plus de façon globale. Les menaces les plus fortes dérivent d'une insécurité humaine faite de menaces alimentaires (chaque année près de dix millions de femmes et d'hommes meurent de faim), climatiques, sanitaires ou économiques. Seule une action multilatérale peut répondre à de tels défis : les Nations-Unies, sous l'impulsion notamment de Kofi Annan tentent d'agir en ce sens, à travers le Pnud, le PAM, la FAO, l'Unicef ou l'OMS. De tels efforts ne disposent pas d'un soutien réel des Etats qui généralement choisissent d'occulter ces menaces pour privilégier celles qui flattent leur puissance : ainsi le Conseil de sécurité de l'ONU reste préféré aux agences spécialisées dans les questions sociales. Il en résulte une dangereuse paralysie de la gouvernance mondiale comme l'indique la présente crise sanitaire.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

- Bertrand Badie, *Inter-socialités. Le monde n'est plus géopolitique*, Paris, CNRS éditions, 2020.
- Bertrand Badie, *Les puissances mondialisées. Repenser la sécurité internationale*, Paris, O.Jacob, 2021.

BERNARD THIBAUT

Syndicaliste, membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) jusqu'en 2021

— BERNARD THIBAUT

Bernard Thibault est né le 2 janvier 1959 à Paris dans le 13^e arrondissement. Il est entré en 1974 comme apprenti à la SNCF, il obtient le CAP de mécanique générale, puis est embauché en 1976 comme « *ouvrier du matériel* ». En 1977, il adhère à la CGT et devient responsable de la commission des jeunes de son syndicat. Après plusieurs responsabilités, il est élu secrétaire général de la Fédération des cheminots CGT en 1993. En 1997, il entre au bureau de la Confédération CGT. Lors du congrès de Strasbourg en 1999, il est élu secrétaire général de la CGT en remplacement de Louis Viannet. Il effectuera quatre mandats jusqu'en mars 2013 (congrès de Toulouse). Puis, entre juin 2014 et juin 2021, il est élu membre du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) où il représente les travailleurs. Enfin, Bernard Thibault est aujourd'hui membre des conseils d'administration des JO Paris 2024 (Solideo et COJO) représentant les cinq confédérations syndicales françaises signataires de la « *charte sociale pour les JO* ».

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Depuis 1919, l'OIT a le mandat de « *promouvoir la justice sociale comme condition pour la préservation de la paix universelle* ». Devenue agence spécialisée des Nations-Unies après la seconde guerre mondiale, l'OIT définit le droit international du travail via ses deux cents conventions internationales.

L'insuffisance de ses prérogatives et de ses moyens d'action permettent à nombre d'Etats de s'affranchir des règles, constat aggravé pendant la crise du Covid-19.

Conséquence la précarité des travailleurs progressent : 60 % des emplois sont dans l'économie informelle, quatre milliards de personnes n'ont aucun dispositif de protection sociale, nous constatons une recrudescence du travail des enfants, l'utilisation des nouvelles technologies apporte son lot de nouvelles servitudes pour des salariés à qui l'on conteste qu'ils puissent bénéficier du « *droit du travail* ». Le droit d'association en syndicat et à la négociation collective est bafoué pour la moitié de la population mondiale.

Des pistes pour changer la situation :

- au sein de l'OIT, seule instance mondiale où siègent des représentants des travailleurs ;
- la responsabilité des multinationales ;
- les Etats et le commerce international.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

- Bernard Thibault, *Ma voix ouvrière*, Stock, 2003.
- Bernard Thibault, *La troisième guerre mondiale est sociale*, Editions de l'Atelier, 2016.

LUCIEN CASTEX

Chercheur à l'université Sorbonne-Nouvelle, président du comité scientifique d'Internet Society France

— LUCIEN CASTEX

Expert du droit de la communication et des politiques publiques du numérique, Lucien Castex est chercheur à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris 3, coresponsable du groupe de travail sur la gouvernance et la régulation d'Internet du GDR Internet, IA et société (CIS, CNRS) et président du comité scientifique d'Internet Society France. Il s'intéresse aux rapports entre droit et technologie en particulier à la gouvernance d'Internet et à la régulation des communications électroniques. Il est membre de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) et a été nommé au sein du Multistakeholder Advisory Group du Forum mondial sur la gouvernance de l'internet par le Secrétaire général des Nations Unies en 2019.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

De l'idée d'un village global, le développement d'Internet emporte un changement d'échelle avec plus de 4,5 milliards d'utilisateurs et un réseau qui continue d'évoluer. Internet et les technologies numériques se rapprochent du corps, tandis qu'apparaissent de nouvelles fragilités, interrogeant les droits et libertés fondamentales, de la collecte et l'analyse continue de données à l'acceptabilité sociale de nouvelles technologies ou à l'émergence de nouvelles discriminations.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

- Lucien Castex, *La neutralité du net face au besoin de régulation*, De Pooter H., They M. (dirs.), Les enjeux contemporains des communications numériques - Aspects de droit international et européen, éditions Pedone, 2020.
- Lucien Castex, à paraître, *Le chiffrement des communications électroniques, du droit au code* dans Theviot A. (dir.), Gouverner par les données, Paris, Edition de l'ENS.
- Lucien Castex, Favro K., Zolynski C., *La lutte contre la haine en ligne : de l'appel du 18 juin au discours de la méthode*, Recueil Dalloz, Dalloz, 2021, pp.24

AGNÈS CALLAMARD

Rapporteuse spéciale du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU,
secrétaire générale d'Amnesty international

— AGNÈS CALLAMARD

La docteure Agnès Callamard est secrétaire générale d'Amnesty international. Elle dirige le travail de l'organisation en matière de droits de l'Homme dont elle est la principale porte-parole. Elle est chargée d'assurer la direction générale du secrétariat international, notamment de définir l'orientation stratégique de l'organisation et de gérer les relations avec les entités nationales d'Amnesty international.

Elle est une figure de premier plan dans le monde des droits humains depuis des décennies. En 2016, elle a été nommée rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Parallèlement à son travail à l'ONU, Agnès a également été directrice de la liberté d'expression mondiale à l'université Columbia de New-York.

Auparavant, elle était directrice exécutive de l'organisation de défense de la liberté d'expression Article 19. Elle revient à Amnesty après vingt ans d'activité, après avoir occupé le poste de cheffe de cabinet de Pierre Sané, alors secrétaire général. En tant qu'avocate de premier plan de la liberté d'expression, féministe et militante contre le racisme, elle repousse les frontières des droits par le biais de ses études et de son action.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

Ouvrages écrits ou co-écrits

- *Broken Bodies, Shattered Minds: Torture and ill-treatment of women*, Amnesty International, 2001 (London: AI Publication, 2001) Co-author.
- *Ukweli: Researching and Documenting Human Rights Violations in Africa*, Dakar and Amsterdam: CODESRIA and Amnesty International, 2000, https://www.amnesty.nl/sites/default/files/public/ukw_eng.pdf
- *Monitoring and Investigating Political Killings* (Dakar and Amsterdam: CODESRIA and Amnesty International, 2000) https://www.amnesty.nl/sites/default/files/public/booklet_eng_pol-killings_0.pdf
- *Monitoring and Investigating Death in Custody* (Dakar and Amsterdam: CODESRIA & Amnesty International, 2000) https://www.amnesty.nl/sites/default/files/public/booklet_eng_custody_0.pdf
- *Monitoring and Investigating Torture, Cruel, Inhuman and Degrading Treatment and Prisons Conditions* (Dakar and Amsterdam: CODESRIA and Amnesty, 2000), https://www.amnesty.nl/sites/default/files/public/booklet_eng_torture_0.pdf
- *Monitoring and Investigating Excessive Use of Force* (Dakar and Amsterdam: CODESRIA and Amnesty International, 2000) http://www.amnesty.nl/sites/default/files/public/booklet_eng_force_0.pdf
- *Documenting Human Rights Violations by States Agents: Sexual Violence* (Montreal: Rights and Democracy, 1999)
- *A Methodology for Gender-Sensitive Research* (Montreal: Rights and Democracy, 1999)

Ouvrages édités et manuels

- *Regardless of Frontiers: Global Freedom of Expression in a Troubled World*, édité avec Lee Bollinger, New York: Columbia University Press, 2020

Contribution aux ouvrages

- *The Human Rights Obligations of Non-State Actors*, in *Human Rights in the Age of Platforms*, edited by Rikke Frank Jørgensen, Cambridge, MIT, 2019, forthcoming
- *Freedom of Religion or Belief and Freedom of Expression in the European Court for Human Rights Jurisprudence*, in *The Kokkinakis Decision, 25 years later* édité par Jeremy Gunn, Jeroen Temperman and Malcolm Evans, 2019, forthcoming
- *An overview of world trends on press freedom* in *World Trends in the State of Freedom of Expression and Media Development*, UNESCO, 2013
- *A human rights journey into internet*, dans *Human Rights and Information and Communication Technology*, (Bangkok: Asia-Europe Foundation, 2013)

- *Accountability, Transparency, and Freedom of Expression in Africa* dans Social Research, Vol. 77, No.4, Winter 2012, pp1211-1240
- *Freedom of expression as a Cornerstone Human Right* in Human Rights and History, edited by Rainer Huhle (Berlin: Foundation EVZ, 2010)

Peer Reviewed Articles

- *Towards international human rights law applied to armed groups*, in Netherlands Quarterly of Human Rights, Volume 37, No.1, March 2019
- *Disrupting the disruption: a key role for academics in the protection of freedom of expression*, in Media Asia, 2017
- *The expression of religious belief: In the name of pluralism, although not quite religious* in Religion and Human Rights (12), 2017
- *The control of invasive ideas in a digital age* in Social Research, April 2017
- *Are courts reinventing Internet governance?* in International Review of Law, Computers & Technology, April 2017
- *Religion, terrorism and speech in a post-Charlie Hebdo world* in Human Right and Religion, November 2015

Media Articles and Blogs

- *No fear, no hate, no walls, no ban: the world – and freedom of expression – at a critical juncture*, By Invitation, Universal Rights Group, March 2017
- *Comity for Internet? Recent Court Decisions on the Right to be De-indexed*, National Law Review, August 12, 2015
- *From disillusionment to real democracy?* Open Democracy, Mars 2014
- *Human Rights in a multi-polar world* in Open Democracy, May 2014
- *An overview of world trends on press freedom* in World Trends in the State of Freedom of Expression and Media Development, UNESCO, 2014
- *Egypte : Des arguments populistes et nationalistes* in Courrier International, 10 Octobre 2013
- *Think Twice Before Ordering a Slice of Traditional Values* in Huffington Post, 12 September 2013
- *Decoding the New Security System* in Huffington Post, 22 August 2013
- *On the right to protest topless*, in Huffington Post, 10 June 2013
- *World Press Freedom Day reminds us that information is the oxygen of democracy*, The Guardian, Comment is free, 3 May 2013
- *Global Trends in Freedom of Expression Jurisprudence in 2014*, an analysis produced for Columbia Global Freedom of Expression, June 2015
- *Comments and Recommendations on ECRI General Policy Recommendation No. 15 on Combatting Hate Speech*, Columbia Global Freedom of Expression, May 2015,
- *The keys to improve the media freedom situation in the OSCE region and beyond the next 15 years* in OSCE, Representative on Freedom of the Media, 15 years anniversary, 2014
- *UN report emphasizes free expression in development*, Statement, ARTICLE 19, 1 June 2013
- *The Protection of the Post Arab Spring Civic Space: Many Challenges*, Key Note Speech, Conference on human rights defenders in North Africa, Tunis, 9 May 2013,
- *On the Power to Exit*, ARTICLE 19 Blog, 1 October 2012,
- *Mexico: The unremitting struggle against silence and impunity*, Statement, ARTICLE 19, 26 September 2012
- *The scramble for Burma*, ARTICLE 19 blog, 3 May, 2012
- *Tunisia: world press freedom day highlights lack of progress on media freedom*, Statement, ARTICLE 19, 3 May 2012
- *Why press freedom matters to democratisation and development*, Article for ARTICLE 19
- *Women of Courage*, Statement, ARTICLE 19, 8 March 2012
- *Tweets from Libya*, ARTICLE 19 blog, 4 November 2011
- *Reflections on the death of a dictator*, ARTICLE 19 blog, 26 October 2011
- *Freedom of Expression at the core of the struggle for Democracy*, ARTICLE 19 blog, 11 April 2011

MAMA SOW

Professeur à l'Institut d'éducation populaire et des sports,
président des Ceméa, Sénégal

— MAMA SOW

Mama Sow est enseignant-chercheur émérite à l'Institut national supérieur de l'éducation populaire et du sport (Inseps) à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal. Il a également été décoré officier dans l'ordre du mérite sénégalais.

Mama Sow est membre du réseau international de recherche « *Jeunes et périphéries* ». Il est aussi président des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active – Ceméa Sénégal, membre du Conseil d'administration de la Commission Afrique de la Ficeméa et membre du Comité exécutif de la Fédération internationale des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active – Ficeméa. Enfin, Mama Sow est président honoraire du Comité national de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest - CNDREAO/Sénégal.

FRANCESCA DOLCETTI

Chercheuse psychosociologue, psychanalyste, Italie

— FRANCESCA DOLCETTI

Francesca Dolcetti est psychologue clinicienne et psychothérapeute en cabinet privé à Rome. Elle est chargée de cours à l'Ecole de cours de spécialisation en psychothérapie psychanalytique, où elle intervient en psychologie clinique et analyse de la demande de SPS (Rome, Italie). Elle enseigne le modèle et les techniques de formation en analyse textuelle émotionnelle. Elle est diplômée en administration des affaires et en psychologie clinique et communautaire. Elle est co-fondatrice et directrice du *Studio Risorse Obiettivi Strumenti* qui fournit des services de méthodologie de recherche qualitative et quantitative qui vise à soutenir la transformation des modèles culturels organisationnels, le climat social, l'évaluation de la sécurité et de la santé au travail, l'évaluation de l'impact social dans des contextes comme les écoles, les services de santé et autres différentes organisations dans le domaine de l'économie sociale. Elle a mené des enquêtes dans plusieurs régions d'Italie pendant l'épidémie du Covid-19. Elle participe au réseau international de recherche intervention « *Jeunes, inégalités sociales et périphéries* » créé par Joëlle Bordet, chercheuse psychosociologue.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

- SPS Studio di Psicopsicologia di Roma (2020). *Living with the virus: Psychosocial research. On the experiences characterizing the second wave of Covid -19*. Rivista di Psicologia Clinica vol. XVI n°1-2021 - <http://www.rivistadipsicologiaclinica.it/ojs/index.php/rpc/article/view/843/840>
- SPS, Studio di Psicopsicologia of Rome (2020) *The representation of the onset of the Covid-19 pandemic and the consequent lockdown in Italy : A psychosocial research*. Rivista di Psicologia Clinica vol. 15, No 2 (2020) - <http://www.rivistadipsicologiaclinica.it/ojs/index.php/rpc/article/view/835>
- RM Paniccia, FR Dolcetti, T Cappelli, G Donatiello, G Di Noja (2018). *The culture of migrant reception services in Italy : An exploratory research*. Rivista di Psicologia Clinica 2/2018 <http://www.rivistadipsicologiaclinica.it/ojs/index.php/rpc/article/view/737>

JOËLLE BORDET

Chercheuse psychosociologue

— JOËLLE BORDET

Joëlle Bordet est directrice de recherche émérite au Centre scientifique et technique du bâtiment département Economie et sciences humaines, chercheuse psychosociologue et responsable du réseau international de recherches intervention « *Jeunes, inégalités sociales et périphéries* ». Elle est également militante de la LDH et des Ceméa.

Ces différents travaux de recherche et interventions dans le cadre des politiques publiques en particulier la politique de la ville. Par exemple, elle a travaillé sur le thème « *Écouter les jeunes dans leur rapport au monde pour renforcer l'esprit critique* » avec les municipalités de Gennevilliers, Eschirrolles, Strasbourg, Nantes et Lille.

Joëlle Bordet occupe plusieurs responsabilités militantes :

- coopérations avec les Ceméa dans le cadre des politiques jeunesse et des relations internationales ;
- animatrice du groupe de travail « *Laïcité* » de la LDH avec Daniel Boitier.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Pour penser la question de cette université d'automne des « *Sociétés confrontées à une crise globale, enjeux et leçons* », nous nous intéressons aux effets de l'épidémie du Covid-19 sur les dynamiques des sociétés. Nous nous intéresserons spécifiquement aux personnes les plus défavorisées au plan social.

Quelques données et observations sur l'épidémie (statistiques sur les personnes touchées, sur les taux de mortalité, sur les capacités de santé à y faire face), dans trois contextes, soit le Sénégal, l'Italie et la France, devrait permettre d'envisager les effets systémiques de cette épidémie sur le plan de la santé, du social, de l'éducatif, de la sécurité publique.

Par cette mise en résonnance, on pourra identifier, par delà les différences, ce qui constitue des défis communs.

Il s'agira de prendre en compte les modes de réassurance collective, les solidarités intra familiales et de proximité, les initiatives d'échanges et de communication avec le champ numérique, les efforts des associations, des communautés de vie, des jeunes pour assumer et faire face à cette situation en différenciant les premiers confinements des épisodes suivants. Nous pourrions parallèlement interroger comment les Etats, les différents pouvoirs publics, ont réagi et accompagné les effets multiples de l'épidémie. Ce qui pourra se décliner par l'analyse du rapport entre les pouvoirs politiques et celui des sciences, du rôle des protocoles dans l'action publique auprès des différents acteurs, des rapports entre pouvoirs centraux et les pouvoirs locaux, enfin des rapports entre les pouvoirs religieux et celui du politique, dans la gestion des effets systémiques du Covid-19.

Analyser en termes de « *crise globale* » ces temps de Covid-19 supposent l'approche d'une réalité contradictoire concernant à la fois les capacités des sociétés à résister, à se réinventer, et les dynamiques mortifères. L'analyse des temporalités à l'œuvre, du rapport aux sciences, aux croyances et aux positions éthiques, participeront des interrogations sur les difficultés de ces sociétés à « *faire politique* ».

— PUBLICATIONS RÉCENTES

- Joëlle Bordet, Gutton P. *Adolescence et idéal démocratique. Accueillir les jeunes des quartiers populaires*, Editions Inpress, 2014.
- *Web tv aux Ceméa sur les effets du Covid dans les dynamiques des quartiers populaires*. site Yakamedias avril 2021.
- Joëlle Bordet, *Ecouter les jeunes des quartiers populaires pour les accueillir dans la démocratie*, collection Comprendre ANCT, septembre 2021.
- Joëlle Bordet, *Méthodologie des ateliers de la pensée critique*, collection Agir ANCT, septembre 2021.
- Joëlle Bordet, *Oui à une société avec les jeunes des cités*. Edition de l'atelier.
- Joëlle Bordet, *Développer la pensée critique avec les professionnels de la jeunesse et les jeunes adultes des quartiers populaires*, collection Comprendre ANCT, octobre 2021.

CÉCILE DUFLLOT

Directrice générale d'Oxfam

— CÉCILE DUFLLOT

Le 15 juin 2018, Cécile Duflot a pris la direction générale d'Oxfam France, et poursuit ainsi les combats qu'elle a menés en tant que femme politique et citoyenne, animée d'une volonté constante de s'engager pour un monde plus juste, durable et solidaire. Avec deux parents syndiqués, Cécile Duflot a baigné dans l'engagement citoyen dès sa jeunesse. Elle est ainsi membre de la Jeunesse ouvrière chrétienne et de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO). Durant ses années de formation en urbanisme, elle milite au sein du Genepi (groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées), auprès des personnes incarcérées. Elle y est écrivain public à la prison de la Santé. Après des études en géographie et urbanisme, elle intègre l'Essec (Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales), où elle obtient un MBA en 2000. A la sortie de ses études, Cécile Duflot entame sa vie professionnelle dans un groupe immobilier spécialisé dans le logement social à Créteil. Elle poursuit en parallèle un engagement politique, en adhérant en 2001 au parti écologiste Les Verts. Militante au niveau municipal, Cécile Duflot s'implique progressivement dans la gouvernance du parti. Dès 2003, elle rejoint le collège exécutif, l'instance de direction des Verts, puis en devient la porte-parole en 2005. En 2006, elle est élue Secrétaire nationale du parti, et devient ainsi la plus jeune à avoir occupé ce poste. Elle occupe cette fonction jusqu'en 2012. Œuvrant pour le rassemblement, Cécile Duflot contribue à la création d'Europe Ecologie – les Verts, qui fédère différents courants politiques écologistes, en vue des élections européennes de 2009, avec une stratégie payante qui conduira à un fort succès électoral. De 2012 à 2014, sous la présidence de François Hollande, elle devient ministre de l'Egalité des territoires et du logement, dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Elle est élue dans le même temps députée de la sixième circonscription de Paris, mandat qu'elle occupe jusqu'en juin 2017. Cécile Duflot a aussi poursuivi son engagement en faveur de la solidarité internationale en tant qu'administratrice de l'Agence française de développement. En juin 2018, c'est aux côtés d'Oxfam France qu'elle décide de poursuivre son engagement citoyen, en prenant la direction générale de l'organisation au mois de juin 2018. Sa décision de quitter la politique pour rejoindre l'association s'inscrit, selon ses mots, dans cette volonté « *de continuer à agir, mais différemment* ». En prenant la direction générale de l'organisation, Cécile Duflot décide de mettre ses convictions, son expérience et son énergie au service du projet ambitieux qui anime l'association depuis sa création en 1988 : mobiliser le pouvoir citoyen pour lutter contre les inégalités et la pauvreté.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Un donut pour changer le monde

Le constat, nous le connaissons : nous vivons dans un monde où les 1 % les plus riches détiennent près de 50 % des richesses mondiales. Un monde où les 10 % les plus riches sont responsables de plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Les signes de dépassement des limites sociales et planétaires sont partout aujourd'hui : multiplication et amplification des vagues de chaleur et des incendies, intensification des inondations, explosion des inégalités, pauvreté et la faim qui repartent à la hausse.

Cette situation n'est pas une fatalité, mais le résultat d'un modèle économique totalement dépassé. La façon dont nous pensons l'économie depuis un siècle est obsolète car elle n'est plus adaptée aux enjeux sociaux et climatiques du 21^e siècle. La recherche du profit à court terme et de la croissance à tout prix a produit des inégalités phénoménales et détruit chaque jour un peu plus notre planète.

Mais tout n'est pas perdu ! Une économiste nous propose une porte de sortie : le donut ! Cette économiste s'appelle Kate Raworth, elle est l'auteurice de « *La Théorie du donut* », devenu un bestseller dans le monde anglophone, et paru dans sa version française en novembre 2018. Son objectif : repenser l'économie, pour parvenir à répondre aux besoins humains de base et la préservation de l'environnement.

La théorie du donut nous dit qu'un autre chemin est possible, que c'est une question de choix politiques. Après le constat, l'heure est aux solutions. Ces solutions prennent une forme inattendue, celle d'un donut. Mais pas n'importe lequel : un donut qui allie préservation de notre environnement et conditions de vies dignes pour toutes et tous.

Selon cette théorie, un monde juste et durable doit se situer dans l'espace entre un plancher social de droits humains essentiels à la dignité et un plafond environnemental déterminé par les limites planétaires. Kate Raworth a ainsi dessiné un cercle intérieur (le plancher), et un cercle extérieur (le plafond) : le donut était né !

Kate Raworth a travaillé pendant onze ans au sein de l'équipe de recherche d'Oxfam Grande-Bretagne. La Théorie du donut qu'elle a développé au fil des années traduit la vision portée par l'organisation, celle d'une réorientation de l'économie vers un modèle plus juste et durable, et la défense de propositions concrètes et ambitieuses auprès des décideurs politiques et économiques.

Une nouvelle façon de penser l'économie – Une nouvelle boussole

« *En économie, l'outil le plus puissant n'est pas l'argent, ni même l'algèbre. C'est un crayon. Parce qu'avec un crayon vous pouvez redessiner le monde* » écrit Kate Raworth.

Parce que « *le bien de l'humanité* » n'est plus de même nature ni de même forme que celui qui présidait à l'époque d'Adam Smith, il faut remettre en cause les concepts, théories et représentations qui, encore aujourd'hui, orientent des politiques contraires au bien d'une humanité aujourd'hui menacée par l'épuisement des ressources de la planète et la crise des inégalités. Il nous faut une théorie qui réponde aux défis d'aujourd'hui et de demain.

A travers l'idée du donut, Kate Raworth s'appuie sur la force de l'image et de l'humour. Il est vrai que le terme interpelle. Pour l'auteurice, l'aspect très visuel de cette théorie joue un rôle majeur pour faciliter son appréhension et son appropriation. « *Il faut savoir rendre son projet irrésistible pour en faire la vision, la logique de demain* » explique-t-elle, se rappelant aussi ce qui animait les campagnes d'Oxfam.

Le problème actuel de notre économie c'est qu'elle a perdu de vue ses buts. Il n'y a plus d'objectifs définis et questionnés. Depuis des décennies, les décideurs politiques et économiques nous imposent un cadre unique alors que d'autres modes de conception de l'économie sont possibles.

Il faut sortir de la croyance en une croissance infinie dans un monde fini et aux ressources épuisables et s'affranchir du PIB comme unique horizon à atteindre.

Nous avons besoin d'une nouvelle boussole, robuste et complète, qui oriente nos décideurs politiques et économiques vers la seule voie possible pour assurer à chacun·e les conditions d'une vie digne tout en respectant les limites planétaires et ainsi pérenniser notre existence. L'urgence sociale ET environnementale nous oblige à concevoir un nouveau logiciel de prospérité partagée et durable.

Dépasser le dogme d'une croissance infinie du PIB

Nos institutions politiques, financières et sociales sont fondamentalement structurées autour d'une idée centrale : celle de la croissance infinie du PIB. Leur fonctionnement, leurs décisions répondent à cet impératif. Pourtant, l'observation seule de la nature démontre l'inexactitude de cette croyance : dans la nature, rien ne croît toujours, auquel cas il finit par se détruire ou détruire l'environnement sur lequel il repose.

La nature nous montre à l'inverse qu'au premier stade, chaque chose à vocation à grandir, avant de se stabiliser arrivée à maturité. C'est à partir de cette stabilisation qu'il est possible de continuer à vivre longtemps, dans de bonnes conditions. Cette observation

faite par Kate Raworth pose dès lors une question fondamentale : comment transformer notre économie pour qu'elle puisse continuer de prospérer sans être obligée de croître ? Cette question est d'autant plus centrale dans les pays aux revenus très élevés, mais pose également la question du modèle de développement futur des pays à revenus aujourd'hui faibles ou intermédiaires.

Un des enjeux actuels est de se détacher de cette obsession économique autour du PIB, pour développer de nouveaux indicateurs.

Un modèle qui allie enjeux environnementaux et justice sociale

En 2008, Kate Raworth assiste à une présentation sur les enjeux actuels et futurs pour le développement des pays. Un diagramme y décrit les « neuf limites de la planète » et le dépassement en cours des ressources planétaires. Pour la première fois, les sciences naturelles montrent à l'économie jusqu'où, ou non, elle peut aller. Ces neuf limites vont constituer un plafond environnemental. Parmi ces neuf limites planétaires, quatre sont déjà dépassées : les changements climatiques, la charge d'azote et de phosphore, la perte de biodiversité et la reconversion des terres.

À côté de la protection de la planète, il est tout aussi vital de protéger les personnes. Ainsi Kate Raworth définit ainsi un « plancher social », douze besoins de base dont personne ne devrait manquer pour avoir une vie digne : l'alimentation, la santé, l'éducation, l'eau potable, le logement, l'énergie, l'accès à un travail et à un revenu, l'égalité des genres, la représentation politique, la paix et la justice, l'accès à des réseaux et l'équité sociale. Nos économies doivent être au service de la société, elles doivent permettre, par leur fonctionnement, d'assurer une vie digne à chacune et chacun.

L'économie du donut : une réponse à l'urgence climatique et sociale

Notre modèle économique actuel est devenu insoutenable pour les personnes et la planète.

Nous produisons assez pour nourrir plus que l'ensemble de la population mondiale, mais un enfant de moins de cinq ans sur trois souffre encore de malnutrition. Nous créons chaque jour plus de richesses, mais 3,5 milliards de personnes vivent encore avec moins de 5,5 dollars par jour. Le nombre de milliardaires a été multiplié par cinq en vingt ans, mais une personne sur dix vit dans l'extrême pauvreté.

Et pendant ce temps, d'après une nouvelle étude commandée par Oxfam et publiée le 5 novembre 2021, l'empreinte carbone des 1 % les plus riches de la planète sera 30 fois supérieure en 2030 à celle compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5°C, objectif inscrit dans l'Accord de Paris. Ces émissions colossales de CO2 créent des conditions climatiques extrêmes dans le monde entier et auront des conséquences catastrophiques sur les personnes les plus vulnérables de la planète qui font déjà face à des tempêtes meurtrières, à la faim et à la pauvreté.

Intégrer le donut à l'économie de demain

Les études économiques font encore de la résistance pour intégrer la théorie du donut, celle-ci remettant en question le principe même d'homo economicus, socle de base de la pensée économique.

Néanmoins, plusieurs champs d'étude sont déjà en train de se l'approprier, de l'urbanisme au développement durable, en passant par la santé, l'écologie, jusqu'aux écoles de commerce.

La demande est bien là. Le milieu étudiant, avec le mouvement « *Repenser l'économie* », souhaite que les réalités du 21^e siècle soient plus intégrées dans la manière d'étudier et de penser l'économie. Commencé en 2001 par des étudiant-e-s de Paris, il se développe dans toute l'Europe. Kate Raworth travaille aujourd'hui avec eux. Elle s'est aussi récemment engagée auprès de l'ONG Extinction Rebellion lors d'une grande mobilisation et d'action à Londres, en août 2021, pour alerter sur l'urgence climatique.

« *Il faut que les étudiants apprennent à se débarrasser des idées désuètes et sachent quand et comment les remplacer. (...) Nous vivons une époque formidable pour désapprendre et réapprendre les bases de notre économie* » écrit-elle dans son livre.

Amsterdam, le pari d'un plan de relance inspiré du donut

Ces derniers mois, le donut est revenu sur le devant de la scène dans le cadre des plans de relance après la crise du Covid-19, une crise qui a révélé l'impératif de répondre à la double urgence sociale et climatique.

En avril 2020, Amsterdam est devenue la première ville au monde à instaurer le concept d'économie du donut dans ses choix de politiques publiques. En pleine pandémie de Covid-19, la capitale des Pays-Bas a fait le pari d'adopter un plan de relance qui associe justice sociale et transition écologique. Au niveau du logement par exemple, la municipalité mise sur la construction de logements moins polluants et accessibles au plus grand nombre, en misant sur les techniques de l'économie circulaire et l'utilisation de matériaux à faible impact carbone. La ville a aussi mis en place des programmes de recyclages d'ordinateurs qui sont ensuite proposés aux personnes les plus modestes. Ce sont aussi des jardins individuels et des projets d'agriculture collective qui fleurissent un peu partout.

Construire un donut, c'est défendre des solutions ambitieuses et concrètes

Une autre économie est non seulement possible mais vitale. Le modèle économique actuel, injuste et destructeur de la planète, n'est pas une fatalité, c'est une question de choix politiques. Oxfam porte cette vision en France et dans le monde, et formule des propositions concrètes et ambitieuses auprès des décideurs politiques et économiques en la matière. En voici quelques-unes :

- Financer les services publics pour répondre aux besoins essentiels de chacun. Les services publics sont l'un des vecteurs les plus puissants d'égalité, offrant à toutes et tous une chance équitable de mener une vie décente, indépendamment de sa fortune ou de ses revenus. Il est indispensable que l'Etat assure les financements nécessaires en matière de santé, d'éducation et de protection sociale.

Or la tendance ces dernières années, ce sont des politiques d'austérité qui ont entraîné des coupes importantes dans les services publics. Pour prendre l'exemple de la santé, depuis 2013, la France a fermé 17 500 lits d'hôpitaux, et nous sommes parmi les derniers du classement de l'OCDE en termes de rémunération des infirmier-e-s.

- Une fiscalité plus juste pour un meilleur partage des richesses. Alors que les inégalités s'accroissent en France et dans le monde, il est urgent et nécessaire de mieux collecter l'impôt, et de façon plus juste. Il faut commencer par mettre en place une contribution exceptionnelle des super riches, celles et ceux qui se sont enrichis pendant la crise. Il est également indispensable de rétablir à long terme une fiscalité plus juste, pour empêcher les 1% les plus riches de se soustraire à leur devoir de solidarité par l'impôt : pour cela, il faut rétablir un impôt sur les grandes fortunes et réformer l'impôt sur les successions en taxant davantage les super héritages des multimillionnaires.

- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et soutenir les plus vulnérables aux changements climatiques. La crise climatique est aussi une crise des inégalités : 10% des plus riches de la planète émettent la moitié des gaz à effet de serre mondiaux. Pourtant, ce sont les personnes les plus vulnérables qui subissent le plus directement les conséquences du réchauffement climatique, en particulier les femmes et les habitants des pays les plus pauvres. Il est indispensable, d'une part de contraindre les Etats et les entreprises à baisser drastiquement leurs émissions de CO2, conformément aux traités internationaux, et d'autre part de financer l'adaptation des pays les plus vulnérables aux conséquences du réchauffement climatique.

- Soutenir le financement des énergies renouvelables. La transition énergétique est indispensable pour respecter les limites de notre planète tout en assurant les besoins vitaux de toutes et tous. Nous ne retournerons pas à l'âge du feu, mais nous ne continuerons pas non plus à exploiter indéfiniment les énergies fossiles. Aujourd'hui, pour que la hausse des températures ne dépasse pas les 1,5°C, 80% des énergies fossiles doivent rester dans le sol. La transition énergétique ne peut s'opérer sans être financée. L'Etat doit faire le choix d'investir dedans, tout autant que les banques privées. Aujourd'hui les banques françaises nous emmènent, par les projets qu'elles financent, vers un monde à +4°C d'ici 2100. 70% de leurs financements énergétiques sont orientés vers les fossiles contre seulement 20% vers les énergies renouvelables. Nous nous battons pour changer cela grâce à une régulation par l'Etat.

- Défendre l'agroécologie pour nourrir la planète en respectant ses ressources.

Le système agricole et alimentaire actuel ne permet ni de nourrir les humains, ni de régénérer les terres. Alors que nous produisons assez de nourriture pour alimenter 1,5 fois l'humanité, une personne sur dix souffre toujours de la faim. L'accaparement des ressources agricoles par un nombre restreints d'acteurs, ne permet pas aux producteur·ices de vivre de leur production. Ce système détruit les sols, les eaux, l'air et la biodiversité. Le système agricole et alimentaire doit être réformé en profondeur pour favoriser les productions agroécologiques durables et locales.

- Réguler les grandes entreprises pour qu'elles bénéficient à tous·tes et respectent la planète.

Une plus juste répartition des richesses doit aussi s'opérer au sein des grandes entreprises. Pour bâtir une économie plus juste et durable, il faut poser des limites aux dividendes et aux rémunérations records ainsi qu'aux émissions carbone démesurées. Oxfam demande au gouvernement de fixer des règles contraignantes aux grandes entreprises : il faut les obliger à plafonner les versements de dividendes pour investir dans la transition écologique, à limiter les écarts de salaire, à revaloriser les métiers à prédominance féminine, à rendre obligatoire la transition écologique des entreprises en respect de l'Accord de Paris.

- S'attaquer aux inégalités femmes-hommes.

Les femmes sont en première ligne des inégalités à cause d'un système économique injuste et sexiste qui les cantonne dans des pans de l'économie les plus dévalorisés et les plus précaires. Dans le monde, les hommes détiennent 50 % de richesses en plus que les femmes. En France, les hommes gagnent en moyenne, tous postes confondus, 28,5% de plus que les femmes. Oxfam plaide pour un plan de relance féministe pour lutter contre les inégalités femmes-hommes : promouvoir des politiques publiques qui déchargent les femmes du travail domestique, renforcer le service public de la petite enfance, revaloriser les métiers du soin qui sont très mal rémunérés et où les femmes sont majoritairement présentes, remédier à la sous-représentation des femmes à la tête des entreprises, sanctionner les entreprises qui ne respectent pas la loi sur l'égalité professionnelle.

GÉRARD SALEM

Professeur des universités, secrétaire de l'International Society of Urban Health et auteur de l'Atlas mondial de la santé

— GÉRARD SALEM

Gérard Salem est spécialiste des questions de santé dans les villes, il a mené des recherches en Afrique, en Asie, et en Europe, sur les déterminants de la santé, et sur les processus facteurs d'inégalités sociales et territoriales de santé. Il accorde un intérêt particulier aux collaborations entre chercheurs, acteurs et décideurs, aux liens entre science et démocratie.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Il est maintenant bien établi que la santé est cause et conséquence d'un développement durable. Or, les défis sanitaires auxquels la planète est confrontée (inégalités Nord/Sud, changement climatique, perte de biodiversité, pollutions, inégalités sociales et territoriales, et leur cortège de pandémies, de double charge de maladies infectieuses et de maladies chroniques, de faim et d'obésité, d'antibio-résistances, etc.) mettent en cause un système productiviste basé sur la concurrence et le profit.

De même, la crise du Covid révèle un type de mondialisation et des modes d'urbanisation et d'agencement du territoire qui sont vecteurs de segmentations socio-territoriales, d'inégalités d'accès aux soins préventifs et curatifs, qui appellent une réflexion de fond sur les processus qui conduisent à de coûteuses et dangereuses disparités de santé.

Partant d'exemples concrets et variés, on introduira ainsi les questions posées par la révision des politiques de santé, de la gouvernance mondiale.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

- Gérard Salem, *Peuplement et santé : approche géographique*. in Géographie Humaine. Mondialisation, inégalités sociales, et enjeux environnementaux, 4^e édition, 2020
- Gérard Salem, Fournet F., *Urbanisation et santé en Afrique : défis pour plus d'équité*. *Médecine et santé tropicale*, Volume 28, numéro 3, Juillet-Août-Septembre 2018
- Corburn J., Salem G., *Urban Health Education: Global Challenges and Opportunities*. J Urban Health, <https://doi.org/10.1007/s11524-019-00366-0>
- Gérard Salem, Florence Fournet, *Atlas mondial de la santé. Etat des lieux et défis*. 2020, éditions Autrement
- Note de lecture dans la revue *Droits&Libertés, Géographie et santé : du mondial au local*. Numéro 193, mars 2021.

GAËLLE KRİKORIAN

Professeure de sciences économiques et sociales, formatrice à l'Inspé de Paris et militante pédagogique

— GAËLLE KRİKORIAN

Sociologue, diplômée de l'EHESS. Ses recherches portent sur les mobilisations sociales, les politiques publiques et la globalisation, autour de questions de santé et de technologies médicales. Elle a été durant quatre ans conseillère pour le groupe des Verts au Parlement européen (2011-2014), puis directrice des politiques pour la Campagne d'accès aux médicaments essentiels de Médecins sans frontières (MSF) (2018-2020). Ses publications récentes portent sur les usages de l'ADN par la police, les politiques pharmaceutiques et les communs. Elle est actuellement consultante internationale.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Nous aborderons les conditions d'une gouvernance des produits de santé comme des communs en s'appuyant à la fois sur l'expérience (aux antipodes de cela) des vaccins Covid-19, et des opportunités qui existent à l'heure actuelle de développer autre chose, par exemple pour répondre aux pénuries de médicaments essentiels.

« Le(s) commun(s) comme réponse systémique ».

Les produits pharmaceutiques comme des communs ?

Il y a un fort paradoxe entre l'idée que nous nous faisons de la santé, son caractère primordial et essentiel, et la réalité de l'économie des produits pharmaceutiques. Celle-ci est, en effet, organisée selon une logique de forte rentabilité, dans un contexte de financement massif par le public de la recherche et de l'accès aux produits, mais aussi de monopole sur les technologies et donc de contrôle de celles-ci par le secteur privé. Dès lors, poser la question des médicaments ou des vaccins comme des communs soulève beaucoup d'interrogations. Cependant, envisager les transformations politiques pour en faire une réalité n'est pas impossible. Cela requiert de profonds changements dans la façon dont nous engageons et gouvernons les ressources collectives, comme dans la façon dont s'opèrent les relations entre public et privé. Le développement, la production et la vente des vaccins contre le Covid-19 offre un puissant contre-exemple. A l'inverse, le cas des médicaments essentiels pour lesquels il existe des pénuries (antibiotiques, anesthésiants, anticancéreux, etc.), dans les pays riches comme les pays pauvres, offre un contexte intéressant pour formuler des propositions concrètes pour permettre la production et la gestion de médicaments comme des communs.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

Articles dans des revues à comité de lecture :

- Krikorian G. (2021), « Usages de l'ADN par la police. Les conditions épistémiques de l'absence d'un débat public » in Sur la trace des suspects. L'incorporation de la preuve et de l'indice à l'ère de la génétique, édité par J. Vailly, Les Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Bellivier F., Krikorian G., Noiville C. (2021), « La coopération pénale en Europe entre souveraineté des États et disponibilité de l'information génétique : promesses et faiblesses du système Prüm », in Sur la trace des suspects. L'incorporation de la preuve et de l'indice à l'ère de la génétique, édité par J. Vailly, Les Editions de la Maison des sciences de l'Homme.
- Vailly J., Krikorian, G. (2021), *Prolonging and extending suspicion. Categorizations and police use of the French DNA database*, Revue Française de Sociologie English version (à paraître).
- Hu Y. H., Eynikel D., Boulet P., Krikorian G. (2020). « Supplementary protection certificates and their impact on access to medicines in Europe: case studies of sofosbuvir, trastuzumab and imatinib », Journal of Pharmaceutical Policy and Practice, 13, art. 1.
- Vailly J., Krikorian G. (2018). « Durabilité et extension du soupçon. Catégorisations et usages policiers du fichier d'empreintes génétiques en France ». Revue Française de Sociolo-

gie, 59(4), 707-733.

- Krikorian G. (2018). « Emmanuel Henry, Ignorance scientifique et inaction publique. Les politiques de santé au travail. *Compte rendu* ». *Sociologie*, 9(3), 327-330.
- Krikorian G., Vailly J. (2018), How could the ethical management of health data in the medical field inform police use of DNA?, *Frontiers in Public Health*, 6, art. 154.
- Krikorian G., Chabrol, F. et David, P.-M. (2017). « Rationing hepatitis C treatment in the context of austerity policies in France and Cameroon: a transnational perspective on the pharmaceuticalization of healthcare systems », *Social Science and Medicines*, 187, 243-250.
- Krikorian G. (2017). « From AIDS to Free Trade Agreements: Knowledge Activism in Thailand's Movement for Access to Medicines », *Engaging Science, Technology, and Society*, 3, 154-179.

Direction d'ouvrages et de revues :

- Krikorian G. & Kapczynski, A. (2010). *Access to Knowledge in the Age of Intellectual Property*, Zone Books Eds., New York, 652 p.
- Krikorian G. (2018). *La propriété ou la vie. Une enquête sur la mondialisation contemporaine*, Presse universitaire de Rennes, à paraître.

Chapitres d'ouvrages :

- Krikorian G. (2021). *Usages de l'ADN par la police. Les conditions épistémiques de l'absence d'un débat public, in Sur la trace des suspects. L'incorporation de la preuve et de l'indice à l'ère de la génétique* (J. Vailly Dir.), Editions Maison des sciences de l'Homme, Paris (à paraître).
- Bellivier, B., Krikorian, G., Noiville, C. (2021). *La coopération pénale en Europe entre souveraineté des Etats et disponibilité de l'information génétique : promesses et faiblesses du système Prüm, in Sur la trace des suspects. L'incorporation de la preuve et de l'indice à l'ère de la génétique* (J. Vailly Dir.), Editions Maison des sciences de l'Homme, Paris (à paraître).
- Krikorian G. (2020). « Vous avez dit "enculé" ? », in *Mots et maux d'une décennie 2010-2020*, Éditions LMSI.
- Krikorian G. (2017). « Licences obligatoires » in Cornu, Rochfeld & Orsi (eds), *Dictionnaires des Communs*, PUF, 745-749.

Articles dans des revues sans comité de lecture :

- Krikorian G. (2020). « Pour une gouvernance collective des produits de santé ». *Délibérée*, 11(3), La Découverte, 81-86.
- Krikorian G. (2017). « La solidarité comme "commun" ». *Plein droit*, n°115.
- Krikorian G., Sultan F. (2017). « La politique comme commun », *Vacarme*, n°81, p. 22-27.
- Krikorian G. (2018). « Avant-propos. Accueillir les étrangers. Nouvelles mobilisations, nouvelle culture politique », *Vacarme*, n°83, p. 4-7.

Ouvrages et travaux de vulgarisation :

- Krikorian G. (2020). « Refuser de financer la recherche vaccinale en "double aveugle" », *Mediapart*, blog, septembre 2020, <https://blogs.mediapart.fr/gkrikorian/blog/260920/refuser-de-financer-la-recherche-vaccinale-en-double-aveugle>
- Krikorian G. (2016). Excessive prices for health products in France: revising the economics of medications and medical research, Contribution to the High-Level Panel on Access to Medicines, United Nations, March 2016, available at: <http://www.unsgaccessmeds.org/inbox/2016/3/3/gaelle-krikorian-english-translation>

Entretiens :

- (2021). « Le secteur pharmaceutique est à la fois ultra-subventionné et ultra-monopolistique » par Céline Mouzon, *Alternatives Économiques*, 18 mai 2021.
- (2021). Gaëlle Krikorian : « L'OMC pourrait décider que la propriété intellectuelle ne s'applique pas aux produits Covid-19 » par Claire Legros, *Le Monde*, 10 février 2021.
- (2020). « Face aux multinationales pharmaceutiques, "il faut arrêter le robinet à monopole" », entretien réalisé par Rouguyata Sall, *Mediapart*, 2 mai 2020.
- (2019). « Gaëlle Krikorian, négociatrice sans concessions pour l'accès aux médicaments », Entretien réalisé par Catherine Mary, *Le Monde*, 1 juin 2019. (https://www.lemonde.fr/sciences/article/2019/06/01/gaelle-krikorian-negotiatrice-sans-concessions-pour-l-acces-aux-medicaments_5470135_1650684.html)

NICOLAS SOUVETON

Vice-président de la Fédération des mutuelles de France (FMF)

— NICOLAS SOUVETON

Nicolas Souveton est, depuis novembre 2020, vice-président de la Fédération des mutuelles de France. Il est également membre de la direction politique de la fédération et contribue à l'animation politique du mouvement et à sa représentation auprès des partenaires et des pouvoirs publics.

La Fédération des mutuelles de France regroupe des mutuelles relevant du Livre II du Code de la Mutualité (complémentaire santé, prévoyance...), des mutuelles et unions relevant du Livre III du Code de la Mutualité (gestion d'établissements de santé, de petite enfance, de personnes âgées...) et des unions nationales professionnelles (fonctionnaires, santé, travailleurs indépendants). Elle est administrée par un Conseil d'administration de quatre-vingt-huit membres élus pour quatre ans par l'assemblée générale. La FMF fédère cent vingt et un groupements mutualistes répartis comme suit : quatre-vingt-deux mutuelles santé, trente-deux unions ou mutuelles gestionnaires de réalisations sanitaires et sociales, trois mutuelles de prévoyance, quatre unions nationales professionnelles ; elle regroupe près d'un million d'adhérents, soit près de trois millions de personnes protégées et gère un réseau santé de deux-cents quatre-vingt-onze réalisations sanitaires et sociales.

Nicolas Souveton est également, depuis juillet 2017, président du conseil d'Administration d'Oxance - Mutuelles de France du Conseil d'administration. Il assure avec les administrateurs-rices en lien avec la direction générale, le pilotage stratégique de l'union, et veille à la bonne exécution des orientations prises par les instances. Il est aussi responsable de l'animation politique de la structure, au niveau du conseil d'administration comme dans les mutuelles adhérentes et assure la représentation de l'union vis-à-vis des collectivités locales, des représentants de l'Etat et de nos partenaires. Oxance - Mutuelles de France est une union du Livre 3 relevant du code de la mutualité. Adhérente à la Fédération des mutuelles de France et à la Mutualité française, elle agit au quotidien pour l'accès aux soins de tous. Elle gère aujourd'hui plus de cent cinquante établissements de soins et d'accompagnement dans dix-huit départements, dans lesquels travaillent plus de deux mille salarié-es. Oxance - Mutuelles de France offre des services de soins et d'accompagnement dans des domaines divers : médecine générale et spécialisée, dentaire et orthodontie, soins infirmiers, équipements d'optique et d'audioprothèse, logements étudiants et jeunes actifs, structures d'accueil et services aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap.

Enfin, depuis octobre 2021, Nicolas Souveton est également administrateur de la Fédération nationale de la Mutualité française.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

La mutualité est un mouvement social, composé de femmes et d'hommes qui s'organisent démocratiquement pour transformer la société. Elle contribue, par ses actions, à rendre notre monde plus juste et solidaire. Le mouvement mutualiste s'attaque depuis sa naissance à l'une des plus grandes injustices : l'injustice face à la maladie.

Pour lutter contre ces inégalités, la mutualité s'est dotée de puissants outils : d'abord la mutualisation du risque financier face à la maladie, en organisant la solidarité entre les malades et les bien-portants, entre les jeunes et les plus âgés, entre les riches et les pauvres. Ensuite, l'organisation d'une offre de soins à tarifs abordables pour favoriser l'accès aux soins de toutes et tous.

Depuis 1945, grâce aux luttes menées par les militants et les militantes du progrès, le principe de la prise en charge solidaire des besoins de santé de la population a été inscrit au cœur de notre pacte social avec la création de la Sécurité sociale. Les mutuelles, complémentaires et solidaires de la sécurité sociale, ont poursuivi leur œuvre pour rendre accessibles les soins et la prévention, lutter contre les exclusions sociales et territoriales, agir sur les déterminants de santé.

Pourtant, nous ne sommes pas à la fin de l'histoire. Les libéraux n'ont eu de cesse d'attaquer la sécurité sociale. Les inégalités sociales et territoriales de santé augmentent. La progression des maladies chroniques, le vieillissement de la population, les enjeux liés à la perte d'autonomie sont autant de défis que notre système de protection sociale doit relever. Des millions de personnes précaires, étrangères, étudiantes, âgées, sont empêchées d'accéder aux soins. Dans certains territoires, il n'y a plus suffisamment de professionnels de santé pour répondre aux besoins.

Tous ces éléments, les mutualistes et les militant-es du droit à la santé les connaissent et les dénoncent depuis de nombreuses années.

La crise du Covid-19 a mis en exergue ce décalage entre la proclamation du « droit à la santé pour tou-te-s » et la réalité vécue. À chaque étape de l'épidémie, les inégalités ont été violemment mises au jour : confinement, mesures de prévention, télétravail, accès au vaccin, traitement des pathologies hors Covid. Les actions de solidarité vis-à-vis des personnes précaires ou isolées se sont multipliées. Les collectivités locales, face au manque de réactivité de l'Etat, se sont organisées pour aller vers les populations qui restaient exclues de la vaccination ou du dépistage.

L'irruption de la pandémie de Covid a révélé autre chose : l'enjeu financier qui s'attache à la protection sociale donc à l'accès à la santé. Le manque chronique de moyens alloués aux hôpitaux en particulier, et au système de santé dans son ensemble, sautait maintenant aux yeux de tou-te-s. Pour faire face à la situation et limiter autant qu'il fut possible le nombre de victimes, tous les verrous budgétaires qui corsètent les politiques publiques depuis quarante ans ont sauté. Tous.

Nous savons que les dépenses de santé vont augmenter plus vite que la production intérieure en général parce que nous savons soigner davantage de maladies, parce que la population vieillit, parce que le travail précarisé est plus dangereux, parce que les désordres environnementaux génèrent de nouvelles affections, parce que la technologie mise en jeu par les traitements se perfectionne.

La question qui nous est posée, c'est quel financement de ces besoins ? Nous avons deux possibilités devant nous : soit s'en remettre à la protection individuelle, profondément inégale, reposant sur les capacités financières de chaque personne, soit assumer collectivement ce risque en socialisant les dépenses.

Mais le retour au « monde d'avant » est déjà là. Sans que les pouvoirs publics tirent vraiment les leçons de la crise. Pourtant, nous avons l'opportunité de transformer nos approches. La santé touche au plus profond de la condition humaine. L'accès à la santé n'est pas d'abord un sujet technique, un sujet financier, même pas un sujet scientifique. C'est d'abord et avant tout un sujet politique qui détermine la place de l'humain dans le monde de demain.

RAFFAELLA BOLINI

Coprésidente du Forum civique européen

— RAFFAELLA BOLINI

À 61 ans, Raffaella Bolini a toujours été une militante impliquée dans les mouvements sociaux : pour la paix dans les années 1980, l'antiracisme et contre la guerre dans les Balkans dans les années 1990, altermondialisme (Forum social mondial et Forum social européen) dans les années 2000.

Raffaella Bolini est membre de la direction nationale de l'association Arci (Associazione Culturale Ricreativa Italiana) depuis les années 1990. Elle a, notamment, représenté Arci dans divers réseaux internationaux au fil des ans : END, HCA, Solidar, Euromed Rights, maintenant dans le Global Dialogue for Systemic Alternatives. Elle est aussi co-présidente du Forum civique européen.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Après les années du grand mouvement altermondialiste, la crise de 2008-2010 nous a renvoyé au sein de nos frontières nationales. Nous nous sommes concentrés sur nos propres spécificités, pour faire face à l'extrême droite et à son populisme qui gagnaient en influence au sein de nos sociétés. Nous avons manqué des occasions cruciales, comme l'insuffisante solidarité avec la résistance grecque contre la Troïka, pour construire un front anti-austérité en Europe.

Ces années ont été marquées par une fragmentation des luttes, géographique et thématique, mais elles nous ont permis de consolider des connaissances solides, et de réussir à combiner des idées et des pratiques sociales.

Même avant la pandémie, il y avait des signes positifs. De nouvelles générations sont entrées sur la scène, pour la justice climatique et avec le nouveau féminisme. Des soulèvements populaires ont marqué de nombreux pays (du Chili au Liban). Des liens transnationaux se sont construits sur les routes des migrants, en Méditerranée et dans les Balkans. De grands mouvements intersectionnels, comme Black lives matter aux États-Unis et Women strike en Pologne, ont agrégé l'opposition démocratique dans leurs pays.

Avec la pandémie, ce sont les leçons à l'humanité venant de cette crise globale qui peuvent être pensées collectivement. Le virus nous a montré que nous sommes interdépendants : le contraire de l'individualisme et de la compétition entre tous et toutes. Ces leçons nous disent que seule la sphère publique apporte la sécurité : oubliez la privatisation de tout. Ils nous disent quels emplois sont essentiels : les moins considérés et les moins payés.

Et surtout, la crise nous a dit que nous, les humains, ne sommes qu'un maillon de la chaîne de la vie sur la planète, que notre survie dépend de la santé de toute la chaîne de la vie. Elle nous montre à quel point la perception que nous avons de nous-mêmes est fautive, surtout en Occident, imprégnée que nous sommes d'anthropocentrisme et de racisme systémique, avec l'être-humain, homme et blanc, au sommet d'une pyramide hiérarchique et en bas la majorité des autres êtres-humains dominés : les femmes, les non occidentaux, les non blancs. Et, encore en dessous, les autres êtres-vivants et la nature.

Mais l'équilibre complexe qui permet la vie sur la planète n'est pas hiérarchique : chaque vie est nécessaire à la vie des autres. Si nous ne voulons pas nous, l'humanité, s'éteindre, il faut défendre toute vie, ensemble. Nous avons besoin d'une révolution culturelle pour décoloniser notre pensée et la fonder sur de nouvelles bases.

Mais qui a appris quoi que ce soit ? Les gouvernements, l'Union européenne, le G20 sont occupés à faire que les grands investissements publics pour la reconstruction post-pandémie sauvent les profits des grandes entreprises, servent les intérêts et le rôle de la finance.

Au contraire, la transition doit être systémique, vers une société qui vise à prendre soin de la vie, la protéger, la préserver, permettre sa reproduction et garantir son avenir, en protégeant ensemble les humains, les non-humains, la nature, les territoires, le climat. Nous sommes nombreux pour parler de cet objectif d'utiliser le terme de « révolution du care ».

Cette révolution doit faire communiquer et converger nos connaissances thématiques, géographiques et générationnelles, en dépassant les frontières et la fragmentation. Le changement a été systémique, nous avons besoin d'une vision et d'actions systémiques.

GUS MASSIAH

Membre du conseil scientifique d'Attac et du conseil international du Forum social mondial (FSM)

— GUS MASSIAH

Gus Massiah est ingénieur, économiste et ancien enseignant à l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris la Villette, sur les stratégies urbaines de 1967 à 2008. Il a été actif dans le mouvement anticolonial et a été membre fondateur du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale et de l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs. Il a aussi été secrétaire général de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples. Très impliqué dans le mouvement altermondialiste, il a été, de 2000 à 2008, président du Centre de recherche et d'information sur le développement, collectif d'une cinquantaine d'associations de solidarité internationale, vice-président d'Attac de 2001 à 2006. Il est membre fondateur du réseau d'Initiatives pour un autre monde et du Conseil international du Forum social mondial.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

1 - Le nouveau monde qui tarde à apparaître

Sans rentrer dans les discussions sur la société civile, nous partirons des débats sur les stratégies des mouvements sociaux. On peut rappeler la formule de Gramsci : le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. Les monstres sont là, mais où est le nouveau monde ? D'autant qu'une alternative est nécessaire pour résister.

2 – La crise s'approfondit

Le néolibéralisme s'est imposé depuis 1980. La crise du néolibéralisme, financière et sociale, éclate en 2008. A partir de 2011, plus de cinquante situations insurrectionnelles éclatent ; les printemps arabes, les indignés, les occupys, le Hirak... Les contre-révolutions et les répressions sont imposées dès 2013. Le néolibéralisme évolue vers l'austériorité, mêlant austérité et autoritarisme. La crise sociale s'élargit au climat et à la pandémie. Dans la bataille pour l'hégémonie culturelle, les idées d'extrême droite se nourrissent du sécuritaire et de l'identitaire.

3 - Les contradictions s'aiguisent dans toutes les dimensions

Ecologiques (le climat, la biodiversité, la rupture dans la conception du développement, l'effondrement ?) ; économiques internes au capitalisme (entre extractivistes et Gafam, les métamorphoses du travail) ; sociales (les inégalités dans chaque pays et internationales) ; démocratiques (sécuritaires, autoritarisme) ; idéologiques (souveraineté, migration et sécurité à droite, débat sur laïcité et universalisme à gauche) ; géopolitiques (monde bipolaire Etats-Unis et Chine ou multipolarité ; la guerre et la paix).

4 - Les idées d'extrême droite sont une réaction à la radicalité des idées nouvelles

La radicalité portée par les nouvelles générations crée de très fortes contradictions. Deux exemples : le mouvement féministe à l'exemple de Me-too ; le mouvement antiraciste qui prolonge la décolonisation à l'exemple de Black live matters. Il en résulte un véritable affolement comme on peut le voir avec les débats sur Napoléon et l'esclavage, les statues, le genre, les groupes mixtes...

5 - Les mouvements sociaux porteurs de la transformation et de la transition

Citons les mouvements : ouvrier et syndical ; paysan ; féminisme et genre ; écologique ; racisme et décolonisation ; peuples autochtones ; précaire.

Exemple du mouvement paysan : agriculture paysanne, refus des OGM, souveraineté alimentaire, internationalisme, via campesina.

6 - Quelle stratégie ?

Convergence des luttes ou convergence de projets. L'Etat (construire un parti, pour conquérir l'Etat, pour changer la société). Les rapports entre mouvements sociaux et mouvements politiques, redéfinir les partis.

7 – La nouvelle période ; le dépassement du capitalisme

Un nouveau mode de production. Un mode égalitaire ou inégalitaire ? Echec du soviétisme ; Gramsci et la démocratie. Walden Bello et la Chine. De nouvelles classes dans la transition.

— PUBLICATIONS RÉCENTES

- Samir Amin, Alexandre Faire, Mahmoud Hussein, Gustave Massiah. *La crise de l'impérialisme*. Editions de Minuit. Paris 1997.
- Massiah et Jean-François Tribillon. *Villes en développement*. Editions la Découverte. Paris 1988.
- Massiah, en collaboration avec Elise Massiah. *Une stratégie altermondialiste*. Editions La Découverte. Paris 2011.
- G. Massiah, *L'actualité de La Commune de Paris et l'altermondialisme ; Nouveaux Cahiers du Socialisme*, Québec, Plateforme altermondialiste Québec, mars 2021 ; site ESSF ; <https://www.cahiersdusocialisme.org/lactualite-de-la-commune-de-paris-et-laltermondialisme/>
- G. Massiah, *Après le FSM 2021, les défis de l'altermondialisme*, rapport au Conseil International du FSM du 21 février 2021, FSM virtuel de 2021 ; <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article56907>
- G. Massiah - *Le rôle des pandémies et du climat dans la crise de civilisation* - Revue Les possibles – juin 2020 ; <https://france.attaac.org/nos-publications/les-possibles/numero-24-ete-2020/debats/article/le-role-des-pandemies-et-du-climat-dans-la-crise-de-civilisation-a-partir-du>
- G. Massiah, *Les mouvements sociaux à l'ère du numérique*, à partir du livre de Zeynep Tufekci « twitter et gaz lacrymogènes » ; octobre 2019, cet article a été publié en tiré à part par les Editions C&F <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article51565>
- G. Massiah, *Municipalisme et solidarité internationale*, AITEC et CRID, 29 novembre 2019 <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article51575>
- G. Massiah, *Une approche altermondialiste de la ville et des questions urbaines*, revue Contretemps n°43, septembre 2019 ; <https://alter.quebec/pour-une-proche-altermondialiste-de-la-ville-et-des-questions-urbaines/> et <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article51588>
- G. Massiah, *L'antiracisme vecteur essentiel de l'émancipation*, revue Les Possibles, n°21, été 2019 ; <https://france.attaac.org/nos-publications/les-possibles/numero-21-ete-2019/dossier-le-racisme/article/l-antiracisme-vecteur-essentiel-de-l-emancipation>
- G. Massiah, *Repenser le développement pour repenser la solidarité internationale*, CRID, mai 2019 ; <https://alter.quebec/repenser-le-developpement-pour-repenser-la-solidarite-internationale-douze-pistes-de-reflexion/> et <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article49710>
- G. Massiah, *Résister c'est créer et créer c'est résister*, Intervention en introduction de la préparation du FSM de Salvador de Bahia, Conseil International du FSM le 2 mai 2018 <https://france.attaac.org/se-mobiliser/archives-campagnes/forum-social-mondial-2016/forum-social-mondial-2018/article/forum-social-mondial-resister-c-est-creer-resister-c-est-transformer>
- G. Massiah, *L'invention du nouveau monde qui tarde à apparaître*, revue Contre-temps, mai 2018 ; <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39420>

LILA-BRUNE RÉMY

Militante Youth For Climate

— LILA-BRUNE RÉMY

Lila-Brune Rémy est sensible à la justice sociale, aux combats féministes et à la cause environnementale.

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

L'aspiration démocratique, la crise climatique, les combats pour l'égalité ont donné lieu à de multiples mobilisations au fil des dernières années, entre résistance et constructions d'alternatives. Y a-t-il des leçons particulières à discuter avec ce qui s'est passé depuis l'irruption du Covid, en particulier du point de vue de l'aspiration à l'effectivité d'accès aux droits ?

Lila-Brune Rémy va apporter des éléments du point de vue qui lui est le plus proche, le mouvement des jeunes pour le climat, qui s'est construit en 2019 en opposition à l'inaction de nos gouvernements. Ce mouvement de jeunes lié à notre prise de conscience massive s'est traduit par une grève des cours. Sans accès aux droits politiques, la nouvelle génération s'est saisie d'un de ses devoirs afin de revendiquer son droit fondamental à un environnement viable.

Ces revendications fonctionnent comme un mécanisme d'auto-défense en résistance à une situation nous impactant directement dans notre existence et celles de nos enfants.

Dans le 1^{er} volet du dernier rapport du Giec, le panel de scénarios allant jusqu'à un réchauffement de 5 degrés, dépasser 2 degrés aurait des conséquences irréversibles qui impacteraient l'ensemble du globe et ne pourraient être endiguées par la technologie.

A partir du moment où ces attaques sont perçues comme des atteintes au vivant et à l'équilibre climatique impactant directement nos conditions de vie, un besoin spontané de ne pas rester les bras croisés naît. Dans un souci de ne pas cautionner ni participer à ce qui cause leur perte, la société civile peut prendre le contrepied de ces pratiques en leur résistant. Le boycott, la désobéissance civile, la mobilisation citoyenne collective sont des moyens de lutte pour résister à un système destructeur.

Cette démarche implique nécessairement pour ces citoyens et citoyennes, la remise en question de leur mode de vie. C'est alors qu'ils et elles construisent des alternatives pour vivre différemment sans participer au système qu'ils déplorent.

Pour se battre contre la société de consommation individualiste provoquant de la malnutrition, des dégâts écologiques et de la précarité alimentaire, de simples citoyennes et citoyens américains ont fondé Les Incroyables Comestibles par exemple.

Selon le degré de conscience et la perception des atteintes à notre environnement, chacun et chacune va choisir de réagir différemment face aux destructions et de construire ses propres alternatives pour pallier ce qu'il ou elle ne veut pas cautionner. Ainsi, la somme des résistances individuelles au système et la construction des alternatives allant avec, permet de faire émerger une société alternative correspondant aux différentes aspirations de la population. Pour faire grossir la prise de conscience et accélérer la transformation de la société, nous devons donc démontrer aux gens à quel point les atteintes à l'environnement les touchent et ainsi les faire entrer en résistance dans un souci de préservation personnelle ou de l'humanité, voire du vivant.

En partant de gestes du quotidien la résistance peut aller jusqu'à des formes plus complètes de résistance qu'on peut retrouver par exemple dans les Zad ou des petites communautés de vie autonomes. A Notre-Dame-des-Landes par exemple, c'est une micro société qui s'est développée basée sur le respect de la nature, du vivant, et inter-individus. Celle-ci fut créée en opposition au projet d'aéroport et très vite les gens présents sur les lieux en firent un lieu de vie alternatif aux modes de vie polluants symptomatiques de l'évolution de la société, faisant alors vitrine de la logique de résistance.

Cette période post-pandémique à venir nous laisse rêver d'un « monde d'après » entrant en résistance avec notre système et construisant pièce par pièce une solution sociétale à la crise grâce aux alternatives émanant de chacun et chacune, soit individuellement soit en s'organisant localement.

AUDE HADLEY

Responsable du pôle Amérique latine et Caraïbes au Secours
Catholique - Caritas France

— PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION

Aude Hadley propose pour cette table-ronde de faire un focus sur la Colombie, en présentant les stratégies de plusieurs de ses partenaires de société civile en Colombie, entre résistance, mobilisation, et options pour favoriser un dialogue inclusif et une articulation avec les autorités locales. Ces mobilisations sont riches d'enseignements.

Dans un contexte national marqué par un conflit interne long de plusieurs décennies, une violence persistante vis-à-vis des leaders sociaux et défenseurs des droits humains, et la difficile mise en œuvre de l'Accord final de paix signé il y a cinq ans avec la principale guerrilla, la société civile colombienne, de longue date, se mobilise pour la défense des droits humains, la justice sociale et la construction de la paix. A l'automne 2019, de fortes mobilisations ont eu lieu en réaction à la politique du gouvernement Duque, gouvernement élu sur une base hostile à l'Accord de Paix, qui remettait en cause la légitimité des institutions de justice transitionnelle créée par l'Accord. Si la crise du Covid-19 a dans un premier temps porté un coup d'arrêt à ces mobilisations, elles sont revenues sur le devant de la scène dès avril 2021 et on a vu alors des revendications « historique » conjuguées à des demandes plus récentes, liées à la gestion de la crise sanitaire et à l'aggravation des injustices. Dans ce contexte, nos partenaires de société civile et d'Eglise se mobilisent de diverses manières : actions de résistance, efforts de médiation, et propositions de dialogue renouvelées entre population et autorités locales, en partant des territoires et mobilisant notamment la jeunesse.

